



L'Événement Le Sommet spatial de Macron télescopé par la rivalité franco-allemande

L'attrait de Berlin pour le lanceur américain de SpaceX menace la déclaration pro-européenne portée par la France avec la Commission au Sommet sur l'espace de Paris. L'absence probable du président français et du chancelier allemand mercredi réduit encore l'attrait des industriels pour l'événement. Entre désaccords franco-allemands et enterrement royal du souverain Harald V de Norvège à Oslo, le Grand Palais menace d'être vide de tout chef d'État sous sa célèbre verrière, mercredi 9 septembre, date de l'ouverture du Sommet international sur l'espace imaginé par Emmanuel Macron. Selon nos informations, les organisateurs s'attendent à ce que le président français et son homologue, le chancelier allemand Friedrich Merz, n'inaugurent pas cet événement censé être coorganisé avec l'Allemagne (LL du 24/07/26) et qui prétend à une envergure internationale. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, qui devait s'exprimer à Paris ce jour-là, sera également absente. Tous trois sont attendus aux obsèques du défunt souverain dans la capitale norvégienne, aux côtés des chefs d'État du monde entier qui espèrent, à cette occasion, croiser Donald Trump pour des négociations bilatérales improvisées.

Blocage sur les lanceurs

De l'Élysée au Quai d'Orsay, l'organisation du sommet, déjà délicate, a encore été complexifiée par les tractations entre Français et Allemands qui se poursuivent cette semaine à Bruxelles pour faire émerger une déclaration pro-européenne commune de la Commission et des Vingt-Sept. Portée par Paris, la négociation autour de ce texte est toujours dans l'impasse. Berlin bloque sur les critères de préférence européenne que la France souhaite appliquer aux 60 milliards d'euros dédiés à l'espace dans le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union (LL du 27/08/26). Dans un rapport rendu public le 1^{er} septembre, le lobby européen Eurospace, qui regroupe Safran Thales Alenia Space et Airbus Defence and Space, appelait pourtant clairement à soutenir cette préférence européenne.

Selon nos informations, l'Allemagne se refuse en particulier à s'engager en faveur du lanceur européen Arianespace. L'entreprise tricolore doit profiter du Sommet sur l'espace pour annoncer la montée en puissance de ses capacités, encore limitées, de lancement. Le groupe Dassault formalisera, lui, son accord avec l'allemand OHB autour du véhicule de transport Vortex-S, un symbole censé tourner la page de l'échec franco-allemand du système de combat aérien du futur (SCAF).

À Berlin, où la Bundeswehr vient d'être dotée de 10 milliards d'euros pour construire une constellation souveraine de satellites, opérationnelle en 2030 et concurrente de l'européenne Iris LL du 18/12/24), on se refuse toujours à renoncer aux lanceurs américains. En Allemagne, contrairement à la France, c'est le constructeur de satellites qui gère lui-même ses lancements. L'américain SpaceX d'Elon Musk offrant des tarifs avantageux et de nombreuses fenêtres de tir disponibles dans les années à venir, il est tentant pour le constructeur OHB de tourner le dos à Arianespace. D'autant que l'américain Rocket Lab, qui a posé ses valises à Munich, disposera lui aussi d'un lanceur lourd disponible autour de 2028.

Menaces judiciaires sur Elon Musk



En revanche, avant le sommet, deux déclarations très consensuelles, l'une pilotée par l'Agence spatiale européenne et l'Union européenne sur l'accès à l'espace, l'autre par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace avec la communauté scientifique sur le programme Copernicus, ont réussi à rallier largement les signatures des États.

Reste que le Sommet sur l'espace de Paris risque bien de faire un flop. Les grands patrons américains Jeff Bezos et Elon Musk n'ont pas confirmé leur venue (LL du 03/09/26). Et, outre les pressions de la Maison Blanche à snober l'événement, révélées par Politico, le propriétaire de Starlink et sa présidente Gwynne Shotwell ont, selon nos informations, été dissuadés par un autre argument, d'ordre judiciaire celui-là. Elon Musk a en effet été convoqué le 20 avril par le tribunal de Paris dans le cadre des poursuites engagées par le parquet contre sa plateforme X. Le patron américain, qui ne s'est pas rendu à l'audition, craint à présent que lui ou ses cadres ne soient contraints de comparaître devant le juge s'ils mettent le pied sur le sol français. Interrogée par nos soins, la communication de l'Élysée n'a pas souhaité répondre à la question de savoir si Emmanuel Macron, Friedrich Merz et Ursula von der Leyen seraient présents au sommet ce mercredi 9 septembre.